

Chronologie

Januar–März / janvier–mars 2010

Januar/janvier

01.01. 33 weitere Hochschulen in Frankreich wählen ein Modell der Finanzautonomie, das durch ein Gesetz aus dem Jahr 2007 ermöglicht wird. Diesem zufolge geht die Verantwortung für die Mittelverteilung vollständig an die Hochschulen über. Das Gesetz hatte in den Jahren 2007 und 2009 heftige Proteste unter den Studierenden

hervorgerufen. 60 % der französischen Hochschulen haben sich bis heute für die Finanzautonomie entschieden.

06.01. Nach dem Einspruch des Verfassungsrates gegen die von der Regierung geplante Ökosteuer kündigt Staatspräsident Sarkozy die Vorlage eines überarbeiteten Gesetzentwurfs für Juli 2010 an. Der Verfassungsrat hatte eine ungleiche Ver-

Coopération et antiterrorisme

Pour son premier déplacement de l'année à l'étranger, le ministre des Affaires étrangères se rend en Turquie le 6 janvier. Dans le cadre d'une conférence des ambassadeurs turcs à Ankara, Guido Westerwelle appelle la Turquie à poursuivre les réformes pour adhérer à l'Union européenne, notamment sur la question chypriote. Pendant ce voyage, le parti chrétien-social de Bavière (CSU) demande au ministre le 8 janvier de ne pas faire de promesses superflues.

Seconde étape le 9 janvier : l'Arabie saoudite. A Riad, les entretiens avec le prince Saoud al-Fayçal portent sur le processus de paix au Proche-Orient, sur l'Iran et sur le Yémen. Le ministre allemand demande que l'Arabie Saoudite abolisse la peine de mort. Au Qatar ensuite, l'un des pays les plus riches de la région, il évoque une intensification de la coopération économique. Lors de ses entretiens avec le président Ali Abdallah Saleh des Emirats arabes unis à Sanaa, Guido Westerwelle fait part de son inquiétude de voir le Yémen, où une famille de cinq Allemands a été enlevée en juin 2009, devenir une plaque tournante du terrorisme international. Le 11 janvier, le ministre avait fait escale au Yémen

pour rencontrer plusieurs personnalités du pays. Le ministre se rend le 14 janvier pour quatre jours en Asie. Au Japon, qui importe deux fois plus de marchandises d'Allemagne qu'il n'en exporte, il rencontre son homologue japonais Katsuya Okada. Ensuite, il est accueilli à Pékin par son homologue chinois Yang Jiechi et le premier ministre Wen Jiabao, avec lesquels il aborde la question de la défense des droits de l'homme, avant de rencontrer les épouses de dissidents chinois incarcérés.

Guido Westerwelle s'entretient le 23 février avec son homologue Mahmoud Ali Youssouf à Djibouti, où l'Allemagne s'apprête à ouvrir sa propre ambassade. Jusqu'à présent, les relations diplomatiques étaient menées depuis Addis-Abeba. L'Allemagne participe à la mission européenne de lutte contre la piraterie au large de la Corne de l'Afrique et forme des policiers somaliens. L'aide humanitaire allemande à Djibouti se chiffre à 270 000 euros pour les trois dernières années, Berlin débloque 120 000 euros pour l'aide d'urgence destinée aux populations souffrant de la sécheresse et de la pénurie alimentaire.

F. T.

teilung der Steuerlast und zu viele Ausnahmeregelungen insbesondere für Unternehmen kritisiert und das Inkrafttreten zum 1. Januar 2010 verhindert.

06.01. Die Supermarktkette *Auchan* kündigt für März 2010 die Eröffnung eines ersten Discount-Marktes unter dem Namen *Priba* in Mulhouse an. *Auchan* möchte damit den in Frankreich erfolgreichen deutschen Discount-Ketten *Lidl*

und *Aldi* Konkurrenz machen, und deren Angebot mit einer Palette von 30 000 gegenüber 1000 bzw. 700 Produkten weit überbieten.

07.01. Nicolas Sarkozy ordnet eine Kartelluntersuchung gegenüber dem amerikanischen Konzern *Google* durch das französische Finanzministerium an. Geprüft werden sollen eine mögliche marktbeherrschende Stellung des Konzerns im Bereich der Online-Werbung sowie die

Afghanistan

Le ministre allemand de la Défense Karl-Georg zu Guttenberg plaide le 7 janvier en faveur d'une nouvelle définition de la présence militaire en Afghanistan. Pour lui, il s'agit d'un conflit armé non-international, ce qui implique une analyse de l'action des soldats allemands non plus en fonction du droit civil, mais bien du droit pénal international. Le 17 janvier, des soldats de la *Bundeswehr* tuent un civil afghan dans le Nord du pays et en blessent un autre, qui n'ont pas répondu aux sommations d'usage. Le ministre estime le 19 qu'un effort international est encore nécessaire avant un retrait des troupes. Le président du groupe social-démocrate au *Bundestag*, Frank-Walter Steinmeier, ancien ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de grande coalition, déclare qu'un tel retrait devrait avoir lieu dès 2011, au plus tard en 2015. Il reconnaît que l'objectif défini en 2001, lorsqu'il était chef de la diplomatie allemande, à savoir la mise en place d'un état de droit et de la démocratie, était trop ambitieux. Son successeur Guido Westerwelle rejette la proposition de fixer une date précise du retrait des troupes allemandes. L'ancien chancelier Helmut Schmidt (SPD) demande pour sa part que ses amis politiques fassent passer les intérêts du pays avant ceux du parti. Le 26 janvier, la chancelière Angela Merkel informe les dirigeants de tous les partis représentés au *Bundestag* sur les mesures envisagées par le gouvernement, à savoir reconstruction civile,

formation de policiers et soldats afghans et activités militaires nécessaires supposant un supplément de 850 hommes maximum dans le cadre du contingent allemand de l'ISAF. Elle reçoit le 27 janvier à Berlin le président afghan Hamid Karsai avant la conférence de Londres sur l'Afghanistan et annonce l'octroi de 430 millions d'euros d'aide annuelle au développement (contre 220 millions jusqu'ici). L'Afghanistan est également au centre des débats à la 46^e conférence de Munich sur la politique de sécurité le 6 février.

Le chef de la diplomatie allemande fait une déclaration gouvernementale devant les députés du *Bundestag* le 10 février, avant l'audition du colonel Georg Klein devant la commission d'enquête chargée de faire la lumière sur le bombardement de deux camions-citernes à Kunduz le 4 septembre 2009, qui avait fait 142 victimes, dont de nombreux civils. Pour la première fois, il est fait état d'un « *conflit armé dans le cadre du droit humanitaire des peuples* », alors qu'il était question auparavant d'une mission de stabilisation. Le 26 février, 429 députés du *Bundestag* adoptent la nouvelle stratégie proposée par Berlin, 111 la rejettent, 46 s'abstiennent. Le 28 mars, le ministre de l'Intérieur Thomas de Maizière effectue une visite officielle en Afghanistan pour évoquer avec les autorités de Kaboul la formation d'une police. 190 formateurs de la police allemande participent à cet effort, ils devraient être prochainement 260 à agir dans le cadre d'une mission européenne..

F. T.

Möglichkeit einer Besteuerung der Werbeeinahmen in Frankreich. Die Idee dieser so genannten *Google-Steuer* geht auf Vorschläge einer Expertenkommission zurück. Die französische Regierung plant zudem eine Unterstützung der Online-Medien im Land in Höhe von etwa 60 Millionen Euro im Laufe der kommenden drei Jahre.

10.01. Die Einwohner der Überseegebiete Martinique und Guyana entscheiden sich mit großen Mehrheiten gegen eine größere Autonomie vom französischen Mutterland. Das Referendum war im vergangenen Jahr von Staatspräsident Sarkozy in Folge eines fast vierzigtägigen Generalstreiks auf Martinique angesetzt worden, mit dem die Einwohner gegen hohe Preise und eine hohe Arbeitslosigkeit protestiert hatten.

11.01. Durch die Einführung einer neuen Besteuerung von Bonuszahlungen an Bankmanager erwartet die französische Regierung nach Berechnungen von Wirtschaftsministerin Christine Lagarde Einnahmen in Höhe von 360 Millionen Euro. Die Steuer, die in Reaktion auf die massive staatliche Unterstützung der Banken im Rahmen der Finanzkrise eingeführt wird, wird einmalig für alle Boni über 27 500 Euro erhoben. 90 Millionen der erwarteten Einnahmen sollen in den Staatshaushalt, die restliche Summe an den Einlagensicherungsfonds für Kundengelder fließen.

14.01. Ein Streik der Fluglotsen führt zu starken Behinderungen des französischen Luftverkehrs. Am Pariser Flughafen Orly wird fast jeder zweite Flug gestrichen. Die Lotsen protestieren gegen geplante Umstrukturierungen im Rahmen der Schaffung einer europäischen Flugaufsicht. Sie befürchten schlechtere Arbeitsbedingungen sowie einen Stellenabbau.

16.01. Im Elysée-Palast kommt Staatspräsident Sarkozy mit Carlos Ghosn, Vorstandsvorsitzender des Autobauers *Renault*, zusammen, um über mögliche geplante Standortverlagerungen des Unternehmens zu beraten. Ghosn kündigt anschließend einen Verzicht auf eine vollständige

Relations avec le Proche-Orient

Le premier ministre israélien Benyamin Netanyahu participe aux consultations bilatérales à Berlin le 18 janvier. À l'issue d'un premier conseil des ministres germano-israélien, la chancelière annonce la création d'une Journée de l'Innovation pour les entreprises israéliennes en Allemagne. Le 26 janvier, c'est le président Shimon Peres qui est accueilli par le chef de l'Etat Horst Köhler avant de prononcer le lendemain un discours devant les députés du *Bundestag* et les membres du gouvernement à l'occasion de la Journée du souvenir qui marque la libération du camp de concentration d'Auschwitz-Birkenau en 1945. Le président du *Bundestag* Norbert Lammert rend également hommage aux victimes de l'holocauste et souligne le caractère particulier des relations avec Israël.

Le 1^{er} février, la chancelière reçoit le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas et réitère à cette occasion la position de l'Allemagne dans le conflit avec Israël. Le gouvernement allemand soutient la solution des deux Etats dans des frontières sûres. Guido Westerwelle estime qu'il n'y a pas d'alternative à cette solution et demande que les négociations directes reprennent aussi vite que possible. Le 24 mars, il accueille Tzipi Livni, chef de file de l'opposition israélienne et présidente du parti *Kadima*.

F. T.

Verlagerung der Produktion des Modells *Clio* ins Ausland an. Die staatlichen Vertreter im Verwaltungsrat sollen darüber hinaus künftig Teil des Strategierats sein, um an strategischen Unternehmensentscheidungen beteiligt zu werden. Der französische Staat ist größter Aktionär von *Renault*. Das Unternehmen hatte kurz zuvor eine mögliche Verlagerung der Produktion der neuen Baureihe des *Clio* in die Türkei angekündigt.

20.01. Das Bildungsministerium startet eine Kampagne zur Förderung des Deutschunterrichts in Frankreich. Die letzte, vom deutsch-französi-

Des CD pour le fisc

La *Frankfurter Allgemeine Zeitung* révèle le 30 janvier qu'un CD comportant des informations confidentielles sur les comptes bancaires suisses de 1500 Allemands aurait été proposé aux autorités allemandes pour la somme de 2,5 millions d'euros.

Dès le lendemain, le responsable de la protection des données individuelles, Peter Schaar, lance une mise en garde contre l'achat de telles listings volés, même si l'Etat peut espérer récupérer ainsi jusqu'à 100 millions d'euros d'impôts. Dans les rangs du gouvernement, nombreux sont ceux qui estiment en effet qu'un vol reste un vol et que l'Etat ne saurait négocier avec des voleurs, ce qui avait été pourtant le cas, lorsque le ministre des Finances de la grande coalition, le social-démocrate Peer Steinbrück, avait utilisé de telles informations concernant des placements illicites au Liechtenstein, achetées en 2008 pour 5 millions d'euros par les services de renseignements (BND).

Les services de police font valoir que certains délits ne peuvent être punis qu'avec l'aide de criminels. La chancelière Angela Merkel prend position le 1^{er} février, ainsi que son ministre des Finances Wolfgang Schäuble, en faveur d'une poursuite des délinquants, donc pour l'acquisition des listings.

Le 5 février, le ministre régional des Finances du Bade-Wurtemberg, Willi Stächele, révèle qu'un autre CD lui a été proposé. Son collègue de la Justice refuse un tel achat qui ne ferait que favoriser les dénonciations. Selon le magazine *Focus* du 8 février, une cinquantaine de contribuables allemands se seraient déjà dénoncés eux-mêmes. On estime à 100 000 personnes le nombre de personnes concernées, ce qui représenterait une perte de 23 milliards d'euros pour le fisc allemand. Le 26 février, le gouvernement régional de Rhénanie-du-Nord/Westphalie achète pour 2,5 millions d'euros un CD proposé par un anonyme.

F. T.

schen Ministerrat im Jahr 2004 beschlossene Initiative dieser Art hatte deutliche Wirkung gezeigt. Der Anteil der Schüler an weiterführenden Schulen in Frankreich, die Deutsch lernen, beträgt heute etwa 15 %.

21.01. Der Vorstandsvorsitzende des Energiekonzerns EDF und Aufsichtsratsvorsitzende des Versorgungs- und Verkehrsunternehmens *Veolia*, Henri Proglio, verzichtet auf sein Gehalt bei *Veolia*. Die Doppelung der Ämter, die seit der Ernennung Proglios zum EDF-Vorstandsvorsitzenden im November 2009 Bestand hat, war in jüngster Zeit insbesondere in der Opposition zunehmend in die Kritik geraten.

22.01. Aus Anlass des Deutsch-Französischen Tages treffen in Berlin der französische Staatssekretär für europäische Angelegenheiten, Pierre Lellouche, und der deutsche Staatsminister Werner Hoyer zusammen. Die beiden Beauftragten für die deutsch-französische Zusammenarbeit stellen ein gemeinsames Papier mit Vorschlägen für neue Initiativen in den deutsch-französischen Beziehungen vor, das auch als Grundlage für den im Februar stattfindenden deutsch-französischen Ministerrat dienen soll.

22.01. Der libanesische Premierminister Saad Hariri trifft bei einem Besuch in Paris mit Staatspräsident Sarkozy zusammen. Hariri betont dabei die Rolle Frankreichs im Annäherungsprozess zwischen dem Libanon und Syrien im Jahr 2008 und fordert Sarkozy auf, die Pläne zu einer Nahost-Friedenskonferenz in Paris umzusetzen.

25.01. Zur Hälfte seiner Amtszeit stellt sich Staatspräsident Sarkozy in einem Fernsehinterview den Fragen von zehn ausgewählten Gesprächspartnern. Dabei nimmt er Stellung zu aktuellen Debatten wie die um Fragen der Immigration und Integration, der Rentenreform oder des Einsatzes französischer Streitkräfte. Sarkozy betont hierbei, dass keine weiteren französischen Kampftruppen nach Afghanistan entsendet werden sollen.

26.01. Ein parteiübergreifender Parlamentsausschuss spricht sich für eine Resolution aus, die

zu einem Verbot einer Ganzkörperverschleierung in öffentlichen Einrichtungen und Gebäuden führen soll. Die Forderung ist Teil einer bereits seit mehreren Monaten geführten Debatte um das Tragen eines Ganzkörperschleiers (Burka) von Musliminnen in Frankreich. Staatspräsident Sarkozy sowie Integrationsminister Besson lehnen die Burka als Verstoß gegen die Grundsätze der französischen Republik ab.

27.01. In seiner Rede auf dem Weltwirtschaftsforum in Davos kritisiert Staatspräsident Sarkozy mit deutlichen Worten die Entwicklungen im Finanzsystem und das Verhalten von Bankmanagern. Er fordert eine Reform zu einer besseren Regulierung des internationalen Finanz- und Währungssystems. Als geeignetes Forum für die Entwicklung einer solchen Reform wertet Sarkozy die Gruppe der wichtigsten Industrie- und Schwellenländer (G20).

30.01. Der Autohersteller *Peugeot Citroën* ruft zehntausende Autos wegen möglicher Probleme am Gaspedal in die Werkstätten zurück. Betroffen sind die Modelle *Peugeot 107* und *Citroën C1*, die baugleich mit dem Modell *Aygo* des Autoherstellers *Toyota* sind, der wegen ähnlicher Probleme Millionen Wagen in Nordamerika, China und Europa zurückrufen muss. Alle Modelle werden im tschechischen Werk Kolin gebaut.

Februar/février

01.02. Frankreich übernimmt turnusgemäß für einen Monat den Vorsitz im UN-Sicherheitsrat. Im Mittelpunkt steht hierbei die Fortführung einer während der Präsidentschaft im Jahr 2009 gemeinsam mit Großbritannien angestoßenen Initiative zur Reform der Friedenssicherungseinsätze der Vereinten Nationen.

02.02. Integrationsminister Eric Besson gibt bekannt, per Dekret den Antrag eines Marokkaners auf die französische Staatsbürgerschaft abgelehnt zu haben, der seine Ehefrau mit französischer Nationalität zum Tragen eines Ganzkörperschleiers zwingt. Eine parlamentarische Enquete-Kommission hatte Ende Januar die Prüfung eines

Gesetzes zum Verbot der Burka in öffentlichen Gebäuden und Einrichtungen empfohlen.

04.02. Im Rahmen des seit dem Jahr 2003 stattfindenden deutsch-französischen Ministerrats treffen die deutschen Kabinettsmitglieder in Paris mit ihren französischen Amtskollegen zusammen. Im Zentrum der Gespräche steht die deutsch-französische Agenda 2020, in der die Leitlinien der deutsch-französischen Zusammenarbeit für die nächsten zehn Jahre festgelegt werden. Sie umfasst 80 konkrete Maßnahmen, darunter ein grenzüberschreitendes Projekt für Elektrofahrzeuge im deutsch-französischen Grenzgebiet, Veränderungen im Eherecht für deutsch-französische Paare, den Start eines gemeinsamen Klimasatelliten sowie die Schaffung von 200 deutsch-französischen Kindertagesstätten. Im Vorfeld debattierte Vorschläge wie das Projekt einer europäischen Wirtschaftsregierung oder eines deutsch-französischen Ministeramts sind dagegen nicht Teil der Agenda.

08.02. Der amerikanische Verteidigungsminister Robert Gates trifft im Rahmen eines Besuchs

Horst Köhler en Inde

Le président de la République, Horst Köhler, effectue le 1^{er} février un voyage officiel d'une semaine en Inde et en Corée du Sud. Lors de ses entretiens politiques avec la présidente Pratibha Devisingh Patil et le premier ministre Manmohan Singh à New Delhi, le chef de l'Etat tente de convaincre l'Inde, qui n'a pratiquement pas souffert de la crise économique mondiale, de participer à une réglementation rapide des marchés financiers internationaux et à l'élaboration de règles contraignantes pour la protection du climat. L'Inde laisse entendre qu'elle ne se laisserait pas dicter des mesures qu'elle ne juge pas urgentes. Horst Köhler aborde les mêmes sujets à Séoul le 7 février, plaidant avec le président sud-coréen Lee Myung-bak en faveur de l'ouverture des marchés. La Corée du Sud doit assumer en novembre 2010 la présidence du G20.

F. T.

in Paris mit Staatspräsident Sarkozy und Verteidigungsminister Hervé Morin zusammen. In Reaktion auf die Ankündigung des iranischen Präsidenten Ahmadinedschad im Zusammenhang mit dem schwelenden Atom-Konflikt, die Anreicherung von Uran auf 20 % angeordnet zu

haben, betonen die Vertreter beider Länder ihre Zustimmung zu neuen Sanktionen gegen den Iran.

Agenda 2020

Le conseil des ministres franco-allemand du 4 février à Paris s'achève sur la présentation de l'Agenda 2020, 80 mesures destinées à renforcer les relations bilatérales dans les dix prochaines années (voir *Dokumente/Documents* 1/2010).

Le président Nicolas Sarkozy et la chancelière Angela Merkel réitérent leur volonté de rapprochement au cours d'une conférence de presse commune le 12 février à Bruxelles, à l'issue d'un conseil européen informel consacré à l'élaboration d'une stratégie économique européenne. Angela Merkel estime que cette stratégie doit passer par des investissements dans la recherche et le développement, ainsi que par une politique de l'emploi concertée au niveau européen. Le 11 mars, le premier ministre François Fillon se rend à Berlin. Avec la chancelière, il favorise l'idée d'un Fonds monétaire européen (FME). Angela Merkel précise néanmoins que c'est à l'Euro-groupe de régler les problèmes d'une zone monétaire, le FME apparaissant « à la fin d'une chaîne de réactions nécessaires » pour prévenir de nouvelles crises comme celle de la Grèce. François Fillon demande que soit expertisée l'idée d'un FME pour compléter les moyens mis à disposition de la zone euro.

Le 31 mars, la ministre française de l'économie, Christine Lagarde, participe pour la première fois au conseil des ministres à Berlin, réunion au cours de laquelle est adopté un projet de taxation sur les banques. La ministre présente le point de vue français, mais ne peut participer au vote. Malgré tout, la présence de Christine Lagarde est considérée comme un premier pas vers une forte coordination internationale en matière de régulation du système bancaire.

F. T.

11.02. Ein Untersuchungsbericht wirft der Betreiberfirma des *Eurostar*-Zuges, der unter dem Ärmelkanal zwischen Frankreich und Großbritannien verkehrt, schwere Versäumnisse bei der Wartung und mangelnde Schulung der Mitarbeiter zur Vorbereitung auf winterliche Wetterverhältnisse vor. Kurz vor Weihnachten waren im Jahr 2009 bei Schnee mehrere *Eurostar*-Züge im Tunnel unter dem Ärmelkanal stecken geblieben. Die französische Bahngesellschaft SNCF ist Anteilseigner an der *Eurostar Group*.

15.02. Bei einem Treffen mit Vertretern von Gewerkschaften im Elysée-Palast stellt Staatspräsident Sarkozy wichtige Elemente und einen Zeitplan für die vorgesehene Rentenreform vor. Debattiert werden vor allem eine Erhöhung des Rentenalters sowie ein Anstieg der Beiträge zur Rentenversicherung. Eine Kürzung der Renten soll ausgeschlossen bleiben.

17.02. Die französische Bank *BNP Paribas* gibt für das Jahr 2009 einen Gewinn von 5,8 Milliarden Euro bekannt. Gründe sind vor allem das erstarkende Investmentbanking sowie die Übernahme von Teilen des in der Finanzkrise zerschlagenen Finanzkonzerns *Fortis*. Noch im vergangenen Jahr hatte die Bank in Folge der Krise deutliche Verluste hinnehmen müssen.

22.02. Nach einem mehrere Tage andauernden Streik in einigen Raffinerien des Ölkonzerns *Total* kommt es zu Engpässen bei der Versorgung von Tankstellen mit Benzin. Die Streikenden protestieren gegen eine geplante Schließung einer Raffinerie bei Dünkirchen. Die Regierung fordert den Konzern auf, einen Alternativplan für die Raffinerie in Dünkirchen vorzulegen.

22.02. Der Präsident der palästinensischen Autonomiebehörde Mahmud Abbas trifft in Paris mit Staatspräsident Sarkozy zusammen. Der französische Staatspräsident betont dabei die Notwendigkeit eines palästinensischen Staates, der von Israel anerkannt wird.

23.02. Auf dem Pariser Flughafen Charles-de-Gaulle kommt im Testbetrieb erstmals ein sogenannter Nacktscanner zum Einsatz. Passagiere auf dem Weg in die USA können sich freiwillig kontrollieren lassen. In Folge rechtlicher Einschränkungen handelt es sich lediglich um eine kurzzeitige „Demonstration“.

23.02. Staatspräsident Sarkozy beruft den sozialistischen Abgeordneten Didier Migaud an die Spitze des französischen Rechnungshofes sowie den ehemaligen sozialistischen Senator Michel Charasse in den *Conseil constitutionnel*, wo er den Sitz des verstorbenen Philippe Séguin einnimmt. In den Medien werden die Ernennungen als Element der Öffnungsstrategie gewertet, die der Staatspräsident seit Beginn seiner Amtszeit verfolgt.

25.02. Nicolas Sarkozy trifft zu einem Besuch in Kigali, der Hauptstadt Ruandas, ein. Er handelt sich um den ersten Besuch eines französischen Präsidenten seit dem Völkermord im Jahr 1994. Sarkozy räumt dabei schwere Versäumnisse Frankreichs bei dessen Militäreinsatz im Krisengebiet ein. In den vergangenen Jahren hatte es diplomatische Spannungen zwischen beiden Ländern sowie mehrere juristische Verfahren zur Mitverantwortung am Völkermord gegeben. Vor seinem Besuch in Ruanda war Sarkozy zu einem Treffen mit dem neuen Präsidenten von Gabun, Ali Bongo, zusammengekommen.

28.02. Bei einem Sturmtief mit schweren Unwettern in Westeuropa kommen in Frankreich über 45 Personen ums Leben. Am schwersten von der Katastrophe betroffen sind die Atlantikküste und das Département Vendée. Etwa eine Million Menschen sind auch am Folgetag noch ohne Strom.

28.02. Bei der Verleihung des französischen Filmpreises César gewinnt der Film *Der Prophet* insgesamt neun Auszeichnungen, darunter den Preis für die beste Regie. Auch der Hauptdarsteller Tahar Rahim erhält die Auszeichnung als bester Schauspieler. Der Film erzählt die Geschichte eines jungen Häftlings mit maghrebinischer Abstammung und ist auch für einen Oscar als bester ausländischer Film nominiert.

Fin de l'affaire Steinbach

Le Centre de mémoire sur les expulsés a été fondé en septembre 2000. Le sort des expulsés devait y être présenté sur 2200 m² d'exposition, organisée par le Musée historique allemand de Berlin et gérée par un comité de direction. Face aux réserves de Varsovie (qui nomme également des membres au comité de la fondation) et au refus du ministre des Affaires étrangères Guido Westerwelle de la nommer, Erika Steinbach, députée chrétienne-démocrate, présidente de la Fédération des Expulsés (*Bund der Vertriebenen*, BdV), se déclare prête le 4 janvier 2010 à renoncer personnellement à un siège, si son organisation y est mieux représentée et si l'influence du gouvernement y est diminuée. Le refus polonais s'explique par un vote de 1991 au *Bundestag*, au cours duquel Erika Steinbach, en sa qualité de députée chrétienne-démocrate, avait refusé de reconnaître la ligne Oder-Neiße comme frontière allemande de la Pologne.

Finalelement, un compromis est trouvé le 11 février, après de longs mois de tergiversations : le nombre des membres du comité passe désormais de 13 à 21, celui des délégués de 3 à 6. Et Erika Steinbach renonce définitivement à siéger au comité, ce qui permet d'éviter une détérioration des relations germano-polonaises.

Le Centre, qui devrait ouvrir en 2011, se veut un lieu de mémoire contre les expulsions de toutes les populations, et pas seulement sur les seuls expulsés des anciens territoires allemands – ces 12 à 14 millions de personnes chassées à la fin de la Seconde Guerre mondiale de régions d'Europe centrale et orientale qu'elles habitaient depuis des décennies.

F. T.

März/mars

01.03. Bei einem Staatsbesuch in Paris trifft der russische Präsident Medwedew mit seinem Amtskollegen Sarkozy zusammen. Zu den wichtigsten Themen der Gespräche zählt die Aufnahme Russlands in die Welthandelsorganisation, das iranische Atomprogramm und die Frage eines neuen europäischen Sicherheitspakts. Im Rahmen des

Lutte contre la pédophilie

De nombreux cas de pédophilie des années 70 et 80 dans le collège de Jésuites *Canisius* à Berlin sont rélevés fin janvier : la presse dénonce au fil des semaines de nombreux autres cas dans des établissements catholiques d'Allemagne. Le 18 février, l'avocate Ursula Raue, chargée de l'enquête dans les écoles jésuites, parle de 120 anciens élèves concernés depuis les années 50. Le 22 février, les évêques condamnent le comportement des prêtres et éducateurs allemands responsables et demandent pardon auprès des victimes. Le président de la conférence épiscopale, Mgr. Robert Zollitsch, exige à Freiburg que toute la lumière soit faite sur ce scandale. Tout comme la ministre de la Justice, Sabine Leutheusser-

Schnarrenberger, qui dès le 23 février doute néanmoins de la volonté de l'Église de coopérer étroitement avec les autorités pour punir sévèrement les responsables. L'évêque reproche à la ministre de polémique et la somme de retirer ses propos dans les 24 heures, ce qu'elle refuse. Le gouvernement entend le 9 mars renforcer les droits des victimes. Le 15, la ministre de la Justice annonce qu'elle rencontrera en avril le président de la conférence épiscopale. Une table ronde sera constituée pour améliorer la prévention de la pédophilie et le soutien aux victimes. L'ancienne ministre de la Famille, Christine Bergmann (SPD), se voit confier le 24 mars une fonction indépendante de déléguée du gouvernement pour la réflexion sur la problématique de l'abus sexuel envers les enfants.

F. T.

Besuchs werden auch mehrere Verträge zur wirtschaftlichen Kooperation geschlossen, darunter ein Vertrag über die Lieferung französischer Kriegsschiffe nach Russland. Besonders die russischen Nachbarstaaten zeigen sich über diese Rüstungskooperation besorgt.

03.03. An der Pariser Porte de Versailles findet die traditionsreiche Landwirtschaftsmesse statt. Sie ist in diesem Jahr von der Auseinandersetzung mit den Folgen der Wirtschaftskrise geprägt, die die Agrarbranche hart getroffen hat. Während Staatspräsident Sarkozy auf den traditionellen Besuch zur Eröffnung der Messe verzichtet, nutzen Politiker wie die Parteivorsitzende der sozialistischen Partei, Martine Aubry, der ehemalige Premierminister de Villepin oder der Vorsitzende des *Front National*, Jean-Marie Le Pen, die Veranstaltung für einen Auftritt wenige Tage vor den Regionalwahlen.

04.03. Bei einem Besuch am französischen Standort des europäischen Gemeinschaftsprojekts *Eurocopter* in Marignane (Bouches-du-Rhône) kündigt Staatspräsident Sarkozy zum Ende der Generalstände Maßnahmen zur Stärkung der französischen Industrie an. Ziel ist eine Steigerung der industriellen Produktion um 25 % sowie die

Rückkehr zu Handelsbilanzüberschüssen bis zum Jahr 2015. Die Regierung plant hierfür ein umfangreiches Maßnahmenpaket zur Förderung der Investitionen und der Innovations- und Wettbewerbsfähigkeit der Industrieunternehmen.

05.03. Bei einem Treffen von Staatspräsident Sarkozy mit den Vertretern der wichtigsten Banken des Landes kündigen diese eine stärkere Unterstützung für kleine und mittlere Unternehmen (KMU) an. Das Volumen an Kreditmitteln, die für KMU zur Verfügung gestellt werden, soll im Jahr 2010 um 3 % auf 96 Milliarden Euro steigen.

06.03. Erst mehrere Tage nach der Eröffnung der traditionsreichen Landwirtschaftsmesse und öffentlicher Kritik an seinem Fernbleiben besucht auch Staatspräsident Sarkozy die Messe. Dabei trifft er mit Vertretern der Gewerkschaften der Branche zusammen und kündigt Maßnahmen zur Unterstützung des unter der Wirtschaftskrise leidenden Agrarsektors an.

09.03. Nach mehrjährigem Konkurrenzkampf mit seinem amerikanischen Konkurrenten *Boeing* steigt der Luft- und Raumfahrtkonzern EADS und sein Partner *Northrop* aus dem Wettbewerb

um die Vergabe eines mehrere Milliarden umfassenden Auftrags der US-Luftwaffe um die Lieferung von Tankflugzeugen aus. Im Jahr 2003 war der Auftrag bereits an *Boeing* vergeben, wegen eines Bestechungsskandals aber zurückgezogen worden. In der Folge war der Zuschlag an EADS gegangen, doch nach Protesten von *Boeing* ebenfalls zurückgenommen worden. Der EADS-Partner *Northrop* nennt als Grund für seinen Ausstieg unfaire Wettbewerbsbedingungen und eine Begünstigung des US-Konzerns *Boeing* im Ausschreibungsverfahren.

12.03. Bei einem Besuch in Großbritannien trifft Staatspräsident Sarkozy mit dem britischen Premierminister Gordon Brown zusammen. Im Zentrum der Gespräche stehen mögliche politische Reaktionen auf die internationale Finanz- und Wirtschaftskrise. Knapp zwei Monate vor den Parlamentswahlen in Großbritannien trifft Sarkozy aber auch mit Browns Herausforderer Cameron zusammen.

14.03. Beim ersten Wahlgang der Regionalwahlen liegt die Sozialistische Partei (PS) im Landesdurchschnitt mit 29,2 % deutlich vor der Regierungspartei UMP mit 26 %. Das im Jahr 2009 neu gegründete Wahlbündnis der grünen Bewegungen *Europe Ecologie* wird mit 12,2 % drittstärkste Kraft vor dem rechten *Front national* mit 11,2 %. Die Wahlbeteiligung liegt lediglich bei etwa 46 %. Bei der zweiten Runde am 21. März geht die vereinigte Linke als deutliche Siegerin aus den Abstimmungen hervor und gewinnt alle Regionen bis auf das Elsass und die Insel Réunion. Bei einer Wahlbeteiligung von 51,2 % erreichen die Listen der vereinigten Linken im Landesdurchschnitt 54,7 % und die Regierungspartei UMP 35,4 % der Stimmen (siehe die Analyse in diesem Heft auf Seite 23).

15.03. In einem Interview mit der *Financial Times* deutet Wirtschaftsministerin Christine Lagarde eine Kritik am deutschen export- und wettbewerbsorientierten Wirtschaftsmodell an. Durch Senkung der Lohnstück- und Arbeitskosten habe sich Deutschland Vorteile auf dem Weltmarkt verschafft, was auch zu Lasten der französi-

Les aléas d'Airbus

Les sept partenaires du programme d'avion de transport militaire polyvalent *Airbus A400M* passent le 24 février un accord de principe avec le consortium européen EADS pour le partage des surcoûts estimés à environ 5,2 milliards d'euros. Ce programme lancé en 2003 a pris au moins trois ans de retard. Le 29 mars 2009 déjà, Thomas Enders, président d'*Airbus*, avait estimé qu'*Airbus* n'était pas en mesure de construire l'avion et « *qu'il vaudrait mieux annuler le programme plutôt que de s'enfoncer dans les difficultés* ».

Les sept pays, qui ont commandé 180 de ces quadri-turbopropulseurs pour une somme de 20 milliards d'euros, proposent d'apporter 2 milliards en jouant sur l'augmentation du prix des avions et sur une réduction des livraisons, et de verser jusqu'à 1,5 milliard sous forme d'avances, le reste étant à la charge de EADS. L'Allemagne et la France sont avec respectivement 60 et 50 appareils les plus gros clients du programme. Le premier vol a eu lieu le 11 décembre 2009 à Séville. Les partenaires du programme confirment l'accord le 5 mars.

Un autre problème touche le consortium *Airbus*, filiale de EADS : les Etats-Unis modifient en effet les conditions de leur appel d'offres sur un contrat d'avions ravitailleurs pour l'armée de l'air américaine, contraignant *Airbus* à se retirer de la course face à *Boeing*. Le 8 mars, le ministre allemand de l'Economie, Rainer Brüderle, met Washington en garde contre le risque protectionniste et demande l'arbitrage de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC). Après l'annulation d'une première victoire de *Boeing* en 2002, *Airbus* avait choisi de s'associer à *Northrop Grumman* pour remporter le marché en 2008 – une commande de 179 avions pour plus de 35 milliards de dollars, annulée cependant une seconde fois par le Congrès américain. Le 16 mars, la chancelière allemande et le président français publient une déclaration commune, exigeant des Etats-Unis une concurrence loyale.

F. T.

Aide à la Grèce : « *ultima ratio* »

Face à l'endettement dramatique de la Grèce (plus de 300 milliards d'euros, soit un déficit budgétaire de 12,7 % et près de 113 % de son PIB), révélé par Athènes en janvier, la presse allemande s'interroge en février sur l'avenir de la devise européenne. La chancelière Angela Merkel exclut, dans une interview accordée à la télévision allemande le 28 février, toute aide de la part des pays plus riches de la zone euro. Une étude du *Bundestag*, publiée le lendemain, indique qu'Athènes pourrait demander le cas échéant l'aide du Fonds Monétaire international (FMI). Un député propose que la Grèce vende ses îles pour renflouer ses caisses. Pour le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble, interrogé le 3 mars après la présentation d'un plan d'action par le premier ministre grec Georges Papandreou, c'est à la Grèce de consolider elle-même sa situation financière. Le recours au FMI serait selon lui un signe de faiblesse des pays membres de la zone euro. Le 6 mars, il se dit ouvert à l'idée de créer un Fonds Monétaire européen (FME), idée saluée par la Commission européenne de Bruxelles. Le chef du gouvernement d'Athènes est reçu le 5 mars à Berlin par Angela Merkel, avant de se rendre à Paris le 7 et à Washington le 9. La Grèce cherche tout d'abord à pouvoir emprunter dans des conditions acceptables sur les marchés financiers, donc à attirer de nouveau les investisseurs et à dissuader les spéculateurs. Dans un entretien à Luxembourg le 9 mars avec le premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe, Angela Merkel affirme son soutien à la création d'un FME, solution à long terme néanmoins, qui ne s'appliquerait pas à la crise grecque et qui ne doit pas affaiblir le pacte européen de stabilité. La *Bundesbank* et la Banque centrale européenne (BCE) de Francfort font part néanmoins de leur opposition au projet. Lors de la visite du premier minis-



tre français François Fillon le 10 mars à Berlin, la chancelière qualifie un FME de solution « *ultima ratio* ». Elle réitère ses propos le lendemain à La Haye lors d'un échange de vue avec le premier ministre néerlandais Jan Peter Balkenende. Berlin, Paris, Athènes et Luxembourg demandent, dans une lettre commune adressée au président de la Commission José Manuel Barroso, de prendre des mesures concrètes contre les spéculateurs. Après plusieurs heures de débats, les ministres des finances de l'Eurogroupe annon-

cent à Bruxelles le 15 mars que la Grèce peut compter sur le soutien de la zone euro, « *si elle a besoin d'aide* ». La décision en ce sens est prise par les chefs d'Etat et de gouvernement lors du sommet européen du 25 mars dans la capitale belge. Entretemps, la ministre française de l'Economie Christine Lagarde critique le 16 mars la

politique de compétitivité de Berlin, qui permet à l'Allemagne d'exporter massivement chez ses voisins, créant un déséquilibre chronique entre ceux qui produisent et ceux qui consomment. Paris et Berlin peinent à trouver une réponse commune à la crise.

Après avoir fait une déclaration devant les députés du *Bundestag* le 25 mars, Angela Merkel, qui avait déclaré plus tôt qu'il faudrait aller jusqu'à exclure de la zone euro les pays qui ne peuvent pas respecter les critères de stabilité, et qui avait refusé toute aide financière de l'Allemagne à la Grèce, se rend à Bruxelles. Elle propose, conjointement avec Paris, de recourir éventuellement au soutien du FMI et – *ultima ratio* – à celui des pays de la zone euro. A condition cependant que chacun d'entre eux estime que cela s'impose. Commentaire du *Spiegel* : « *Pour la génération de Kohl, l'Europe était une question de guerre ou de paix ; pour Merkel, c'est une question de coûts et d'utilité.* » Un mois plus tard, la Grèce demande officiellement l'aide des pays de l'Eurogroupe.

François Talcy

schen Exportindustrie gehe. Lagarde fordert Deutschland auf, verstärkt die Binnennachfrage zu fördern.

18.03. Simone Veil wird als Nachfolgerin des verstorbenen ehemaligen Premierministers Pierre Messmer in die *Académie française* berufen. Veil war von 1979 bis 1982 Präsidentin des Europäischen Parlaments gewesen und hatte sich für die europäische Einigung, aber auch für die Rechte der Frauen eingesetzt. Sie ist die sechste Frau, die in die *Académie* berufen wird.

22.03. Einen Tag nach der Niederlage der Regierungspartei UMP bei den Regionalwahlen kündigt Staatspräsident Sarkozy Veränderungen im Kabinett an. Eric Woerth ersetzt Xavier Darcos als Arbeitsminister, François Baroin wird Haushaltsminister. Zudem treten Georges Tron als Staatssekretär für den öffentlichen Dienst und Marc-Philippe Daubresse als Minister für Jugend in das Kabinett ein.

23.03. Gemeinsam mit seinem spanischen Amtskollegen José Luis Zapatero nimmt Staatspräsident Sarkozy an der Trauerfeier für einen am 16. März von Mitgliedern der baskischen Untergrundorganisation ETA getöteten Polizisten in Melun teil. Sarkozy und Zapatero kündigen an, dass beide Länder im Kampf gegen die ETA nicht nachlassen werden.

23.03. Premierminister François Fillon kündigt vor Abgeordneten der Regierungspartei UMP eine Verschiebung der Einführung einer CO₂-Steuer auf unbestimmte Zeit an. Die Steuer sieht eine mit den Jahren steigende Abgabe pro ausgestoßene Tonne Kohlenstoffdioxid vor. Das Projekt, für das sich Staatspräsident Sarkozy persönlich stark gemacht hatte, war bereits im Dezember 2009 vom Verfassungsgericht aufgrund zu umfangreicher Ausnahmeregelungen im Gesetzentwurf gestoppt worden. Sarkozy hatte damals eine schnelle Überarbeitung angekündigt.

25.03. Nach längeren Auseinandersetzungen einigen sich Staatspräsident Nicolas Sarkozy und Bundeskanzlerin Angela Merkel im Vorfeld des EU-Gipfels in Brüssel auf eine gemeinsame

Relations avec l'Amérique latine

Guido Westerwelle effectue une visite d'une semaine en Amérique du Sud. Le 7 mars, il est reçu au Chili par son homologue Mariano Fernandez et le président désigné Sebastian Pinera. L'entretien porte essentiellement sur l'aide apportée par l'Allemagne après le tremblement de terre du 27 février. L'Argentine constitue la seconde étape de son périple sud-américain. La présidente Christa Fernandez de Kirchner souligne l'importance stratégique des relations bilatérales, le ministre allemand souhaite voir s'implanter des entreprises allemandes. Même discours à Montevideo le 9 mars au cours de son premier entretien avec José Mujica, cofondateur des Tupamaros dans les années 60, élu une semaine plus tôt président de l'Uruguay. Guido Westerwelle signe avec le ministre uruguayen des Affaires étrangères Luis Almagro un accord de double imposition. Le pays est sur la « liste grise » des paradis fiscaux.

Au Brésil, dernière étape du voyage, le chef de la diplomatie allemande se prononce pour une intensification de la coopération germano-brésilienne. Berlin propose son aide pour l'amélioration de l'utilisation civile de l'énergie nucléaire. Le ministre brésilien de l'Industrie Miguel Jorge souligne pour sa part la volonté de son pays de coopérer dans le domaine des cellules solaires pour moderniser les stades avant le Mondial de 2014 et les Jeux Olympiques de 2016. Le président Luiz Inacio Lula da Silva quant à lui estime lors d'un entretien à Sao Paulo le 11 mars que l'Allemagne devrait, tout comme le Japon, l'Inde et le Brésil, disposer d'un siège permanent du Conseil de sécurité des Nations-Unies.

Le périple de Guido Westerwelle est marqué par une forte polémique en Allemagne sur le choix des invités du ministre, notamment des représentants d'entreprises liées aux activités de son frère. Le ministre se voit contraint, fait exceptionnel, de réfuter les attaques au cours de son déplacement, avant d'apporter ses explications devant le *Bundestag* à Berlin.

F. T.

Position zum Umgang mit der Schuldenkrise in Griechenland. Dabei soll Griechenland sowohl durch bilaterale Kredite als auch durch den Internationalen Währungsfonds (IWF) unterstützt werden. Sarkozy hatte eine Anrufung des Internationalen Währungsfonds lange Zeit abgelehnt und für eine rein europäische Lösung plädiert.

25.03. Der ehemalige Premierminister Dominique de Villepin kündigt in Paris die Gründung einer eigenen Partei an, deren Namen noch nicht feststeht. Villepin war Mitglied der Regierungspartei UMP gewesen und gilt als Rivale von Staatspräsident Sarkozy. Mit seiner neuen Partei möchte Villepin Sarkozy bei den Präsidentschaftswahlen im Jahr 2012 herausfordern.

29.03. Staatspräsident Sarkozy trifft zu einem zweitägigen Staatsbesuch in den Vereinigten Staaten von Amerika ein. Im Zentrum der Gespräche mit dem Präsidenten der USA, Barack Obama, stehen mögliche Sanktionen gegen den Iran, die Zukunft des Einsatzes in Afghanistan sowie der gescheiterte Auftrag des US-Verteidi-

gungsministeriums an den europäischen Luft- und Raumfahrtkonzern EADS. Im Anschluss an die Gespräche findet ein Abendessen der beiden Präsidentenpaare statt.

30.03. Der *Conseil d'Etat* äußert sich kritisch über ein geplantes Verbot des Tragens von Ganzkörperschleiern in öffentlichen Einrichtungen. In einer Stellungnahme zur Prüfung der juristischen Zulässigkeit geplanter Gesetze erklärt das Gremium, ein vollständiges Verbot sei angreifbar und könne im Widerspruch zur französischen Verfassung und zur europäischen Menschenrechtskonvention stehen.

31.03. Finanzministerin Christine Lagarde nimmt auf Einladung von Bundesfinanzminister Schäuble an einer Kabinettsitzung in Berlin teil. Lagarde hatte Mitte März in einem Interview das exportorientierte Wirtschaftsmodell Deutschlands kritisiert. Im Rahmen der Kabinettsitzung wird ein Positionspapier für eine internationale Finanzmarktregulierung verabschiedet. Lagarde ist die erste französische Ministerin, die an einer regulären Sitzung des Bundeskabinetts teilnimmt.

Gestorben/décès

7. Januar: Im Alter von 66 Jahren stirbt der ehemalige Arbeitsminister und Präsident der *Assemblée Nationale* Philippe Séguin. Der UMP-Politiker war zuletzt Präsident des Rechnungshofes gewesen.

11. Januar: Der Filmregisseur Eric Rohmer stirbt im Alter von 89 Jahren. Zu den bekanntesten Filmen des Mitbegründers der *Nouvelle Vague* gehören *Claire's Knie*, *Pauline am Strand* sowie *Meine Nacht bei Maud*, der ihm eine Nominierung für den Oscar einbrachte.

13. März: Im Alter von 79 Jahren stirbt der Chansonsänger und Liedermacher Jean Ferrat. Er war wegen seiner Nähe zur kommunistischen Partei, für die er auch zu Europa- und Regionalwahlen angetreten war, umstritten gewesen.

21 mars : Wolfgang Wagner, petit-fils du compositeur Richard Wagner, décède à 90 ans à Bayreuth. Avec son frère Wieland, décédé en 1966, il avait relancé après la guerre le festival de Bayreuth créé par son grand-père, avant de passer la main en 2008, à la suite de nombreux rebondissements, à ses deux filles, les demi-sœurs Eva et Katharina. Parmi les mises en scène ayant retenu tout particulièrement l'attention, il y a le *Ring* du centenaire de Patrice Chéreau.

25 mars : Elisabeth Noelle-Neumann, fondatrice de l'Institut de démoscopie d'Allensbach, s'éteint à l'âge de 93 ans. L'institut est réputé pour ses sondages d'opinion, analysant régulièrement la situation du pays. Ses pronostics avant les échéances électorales comptent parmi les plus respectés.